
Briefing Agro - Règlement SUR, émissions de l'élevage, Mercosur, PAC, événements sanitaires, agrivoltaïsme, poules en cage, agenda

Contexte <info@contexte.com>
To: t.bonnici@eurogroupforanimals.org

27 November 2023 at 08:05

briefing agro

à l'attention de Theresa Bonnici

Pesticides

FR/UE - Après le rejet du règlement SUR, le flou domine concernant le maintien de l'objectif français de baisse des pesticides d'ici à 2030 - Malgré le vote du Parlement européen, « la France doit poursuivre » ses travaux sur Écophyto 2030, réaffirme le ministère de l'Agriculture, le 24 novembre. Interrogé sur le maintien des objectifs contraignants prévus par la stratégie française, qui fait l'objet d'une [concertation](#) jusqu'au 30 novembre, il assure que Écophyto vise toujours à « réduire les risques et les usages de produits phytopharmaceutiques, tout en renforçant notre souveraineté alimentaire » (relire notre [article](#)). Ce nouveau plan devait s'inscrire dans la démarche européenne de réduction des pesticides, à laquelle le Parlement européen a mis un coup d'arrêt le 22 novembre (relire notre [article](#)). La directive européenne pour l'utilisation durable des pesticides (dite « SUD »), qui date de 2009, « est toujours en vigueur et engage en France », souligne également le ministère. S'agissant du règlement SUR, « les discussions au Conseil vont se poursuivre ».

FR - Pour la FNSEA, il n'y a « plus aucune raison » de maintenir l'objectif contraignant de – 50 % de pesticides en 2030 - « Il faut tenir compte du rejet du règlement SUR par le Parlement européen. Sinon, ce serait de la surtransposition pure et dure », assure le 24 novembre auprès de Contexte Christian Durlin, représentant le syndicat agricole au Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire (CSO). Cet objectif ambitieux de 50 % avait été réaffirmé par le gouvernement fin octobre lors de la présentation des grandes lignes de la nouvelle stratégie de réduction des pesticides (relire notre [article](#)). Il figurait dans les tout premiers plans Écophyto en 2008, avec néanmoins peu de caractère contraignant, la mention « si possible » ayant été accolée à cette cible. « Si on le maintient, on va enterrer des filières », avertit Christian Durlin, sans demander toutefois l'abandon total d'Écophyto 2030.

La FNSEA demande également d'élargir la gouvernance des fonds destinés à la recherche de solutions non chimiques, au-delà du seul Inrae, et de renoncer au registre électronique des produits phytos, vecteur supplémentaire de « défiance ».

Élevage

UE - Émissions industrielles : la commission Agri du Parlement européen pose ses lignes rouges avant une réunion décisive avec le Conseil -

Parlement et Conseil doivent se retrouver le 28 novembre pour un trilogue sur la révision de la directive relative aux émissions industrielles (IED). Cette réunion – censée être conclusive – sera la première à aborder la question sensible de l'élevage. En amont, les rapporteurs de la commission Agriculture se sont réunis le 21 novembre, en présence du rapporteur de la commission Environnement. Selon nos informations, ils ont répété leur attachement au statu quo : maintien du nombre d'élevages de volailles et de porcs concernés par la directive et exclusion des élevages bovins. Ils ont également souligné qu'une évolution des seuils ne serait possible que le jour où la réciprocité des normes serait effective. Une demande [déjà portée](#) par le rapporteur de la commission Agri, Benoît Lutgen (PPE, droite). De son côté, la présidence espagnole du Conseil de l'UE [semble](#) faire de l'inclusion des bovins une ligne rouge. Par ailleurs, ni la Commission ni le Conseil ne paraissent disposés à inclure une clause de réciprocité. Dans un [document](#) obtenu par Contexte, l'Allemagne et les Pays-Bas insistent sur les « problèmes juridiques » d'une telle clause. Les négociations pourraient donc une nouvelle fois buter sur la question de l'élevage, estime l'une de nos sources au Parlement.

Commerce international

UE - « Des progrès ont été accomplis » dans les négociations entre l'UE et les pays du Mercosur, estime un porte-parole de la Commission européenne -

Contacté par Contexte, Olof Gill, porte-parole chargé du Commerce, explique que les négociateurs en chef de l'Union européenne et du Mercosur se sont réunis à trois reprises au mois d'octobre, puis le 17 novembre. « Des progrès notables ont été réalisés. Afin de rationaliser le travail, les parties sont en contact quotidien au niveau technique et font régulièrement rapport aux négociateurs en chef », complète-t-il. Le porte-parole précise aussi que le 20 novembre, la présidente de la Commission européenne a parlé au téléphone avec le président brésilien, et qu'ils se sont engagés à se rencontrer à nouveau en marge de la COP28 qui se tiendra à Dubaï du 30 novembre au 12 décembre. L'objectif de l'exécutif européen [est inchangé](#) : conclure les négociations sur

l'accord de libre-échange, en particulier l'[addenda](#) environnemental, d'ici à la fin de l'année 2023. Dans [un article](#) publié le 20 novembre, Reuters avance que, selon des sources diplomatiques, la victoire du candidat d'extrême droite Javier Milei lors de l'élection présidentielle en Argentine pourrait accélérer la conclusion des négociations avant qu'il ne prenne ses fonctions le 10 décembre. Les négociateurs brésiliens ambitionneraient d'annoncer un accord à Rio de Janeiro lors du sommet du Mercosur qui a été avancé au 7 décembre, écrit l'agence de presse.

Politique agricole commune

UE - La Commission assure que les plans stratégiques de la PAC ont le « potentiel » de contribuer aux objectifs du Green Deal - La Commission européenne a publié le 23 novembre son [rapport](#) sur « l'ambition collective » des plans stratégiques nationaux (PSN), à savoir les déclinaisons de la PAC dans chaque État. Elle évalue notamment leur capacité à remplir les cibles chiffrées du Green Deal. La Commission commence par souligner la difficulté de l'exercice : « À l'exception de l'agriculture biologique, les PSN ne quantifient généralement pas les contributions nationales » aux objectifs du Pacte vert, faute d'obligation légale à le faire. Elle estime que 10 % des terres agricoles recevront en 2027 des aides pour produire bio, contre 5,6 % en 2020. Le Green Deal fixe une cible de 25 % des terres agricoles en bio d'ici à 2030. Elle considère que les règles sur la rotation des cultures ou la protection des cours d'eau vont participer à l'effort de réduction des pesticides. La Commission pointe en revanche une ambition insuffisante dans le déploiement de la lutte intégrée contre les nuisibles. Si elle note le « potentiel » des PSN pour développer la séquestration du carbone, elle signale des insuffisances dans l'effort d'adaptation au changement climatique. Cette étude est la première d'une série d'évaluations de la performance de la PAC 2023-2027.

Sécurité sanitaire

FR - Les propositions du CGAAER pour une gestion efficace des crises sanitaires en santé animale sans épuiser les équipes du ministère de l'Agriculture - Gestion des ressources humaines, besoins matériels, appuis scientifiques, organisation des services et interservices... Le Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux a passé au crible les besoins de la Direction générale de l'alimentation (DGAL) et des services déconcentrés face aux événements sanitaires. Dans un [rapport](#) publié le 22 novembre, la mission s'est appuyée sur la gestion de l'influenza aviaire depuis 2020 pour identifier les leviers d'amélioration. Elle recommande une anticipation des

situations dans les périodes plus calmes, et souligne l'importance d'articuler les plans pour les animaux à ceux relatifs à la santé humaine, suivant l'approche [Une seule santé](#) (ou One Health). Selon le CGAAER, il est « indispensable » de construire un « réseau d'appui à la gestion de crise » pérenne constitué d'agents bien formés. Les auteurs du rapport alertent également sur les conditions de travail des agents en temps de crise. L'été dernier, le CGAAER [avait déjà publié](#) des recommandations sur la répartition des rôles et des responsabilités entre l'État et les filières lors des épizooties, en tirant les leçons de la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB).

Climat

FR - Couvrir 40 % des parcelles avec des panneaux solaires est incompatible avec une production agricole durable, alertent des chercheurs de l'Inrae - Le taux d'emprise au sol de 40 % est celui [envisagé](#) par le gouvernement dans le projet de décret sur le développement de l'agrivoltaïsme, prévu par la [loi](#) d'accélération des énergies renouvelables. Parmi les 17 scientifiques ayant participé à une [note de positionnement](#) sur cette réforme, [révélée](#) par le média GreenUnivers, figurent le directeur scientifique agriculture de l'institut de recherche public, Christian Huyghe, et l'un des spécialistes de l'agrivoltaïsme à l'Inrae, Christian Dupraz. Pour ces chercheurs, l'agrivoltaïsme est une « opportunité pour la transition énergétique », à condition que la production agricole sous les installations agrivoltaïques soit rentable. Or, au-delà d'un taux de couverture de 20 %, les rendements diminuent fortement, affirment-ils. Les chercheurs proposent de prévoir des dérogations à ce plafond à titre expérimental et de revoir les indicateurs de l'ombrage produit par les panneaux. Autre mise en garde adressée au ministère de l'Agriculture, « les données disponibles ne sont pas suffisantes » pour justifier de [fixer](#) des seuils différents en fonction des productions (cultures annuelles, cultures permanentes, prairies).

Bien-être animal

UE - La Commission européenne « n'a pas respecté son engagement » de mettre fin à l'élevage en cage, estiment une trentaine d'organisations - Dans [un communiqué](#) publié le 23 novembre, la coalition Eurogroup for Animals indique avoir déposé une plainte auprès de [la Médiatrice européenne](#), avec une trentaine d'organisations de défense du bien-être animal. « Dans sa réponse à l'initiative citoyenne européenne (ICE) "End the Cage Age", publiée en juin 2021, la Commission européenne [a promis](#) qu'elle présenterait, d'ici à la fin de 2023, une proposition législative visant à supprimer progressivement l'utilisation de cages » pour l'élevage de plusieurs espèces, explique Eurogroup for Animals. La coalition

regrette donc que la proposition de révision du bien-être animal au moment de l'élevage, qui [doit contenir des mesures](#) sur la fin des cages, [ait disparu](#) du programme de travail de l'exécutif européen, avec deux autres textes du même paquet législatif. La commissaire européenne à la Santé [a d'ailleurs admis](#) le 23 novembre que ces trois propositions ne verraient pas le jour avant les élections européennes de 2024. Les organisations à l'origine de la plainte contre la Commission estiment que ce report « constitue un cas de mauvaise administration » au regard du [règlement sur les initiatives citoyennes européennes](#) et « des attentes légitimes suscitées auprès des citoyens européens ».

Les gens

FR - Nomination à la DGPE - Selon un [arrêté](#) paru au Journal officiel du 25 novembre, Élodie Lematte est nommée cheffe du service de la compétitivité et de la performance environnementale à la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) du ministère de l'Agriculture, à compter du 1^{er} décembre 2023. Elle était précédemment sous-directrice des filières agroalimentaires. [Son profil LinkedIn](#).

Temps forts de la semaine

Lundi 27 novembre

Parlement européen : du 27 au 28 novembre, [réunion](#) de la commission Agriculture. Les eurodéputés évoqueront [la proposition](#) de la Commission européenne sur le matériel de reproduction des plantes, [une audition](#) sera organisée à ce sujet avec la commission Environnement

Assemblée nationale, séance publique : débat sur le chlordécone en Martinique et en Guadeloupe, « l'action de l'État face aux nécessaires réparations », 16 h

Sénat, séance publique : suite de l'examen de la première partie (recettes) du [projet de loi de finances](#) pour 2024, jusqu'au 30 novembre

Conseil de l'UE

- [Réunion](#) du Comité spécial agriculture (CSA) au sujet entre autres du [rapport](#) de la Commission européenne sur l'ambition des plans stratégiques (PSN) de la PAC
- [Réunion](#) du groupe de travail consacré à la proposition concernant les plantes obtenues grâce aux nouvelles techniques génomiques (NGT), du 27 au 28 novembre

Mardi 28

- Parlement européen : suite de [la réunion](#) de la commission Agriculture qui portera sur l'augmentation des importations agricoles [venant d'Ukraine](#), l'avancement des négociations avec les pays du Mercosur et [la directive sur les sols](#)
- Trilogue – probablement conclusif – sur la révision de la directive relative aux émissions industrielles

Mercredi 29

Parlement européen

- [Réunion](#) de la commission Environnement : les parlementaires se prononceront sur [l'accord final](#) concernant le règlement relatif à la restauration de la nature

- Réunion des rapporteurs fictifs sur la proposition concernant les nouvelles techniques génomiques (NGT)

Votre briefing du jour a été préparé par l'équipe Agro (Arthur Bamas, Hélène Chaligne, Sophie Dupuy et Florianne Finet), avec la contribution d'Anne-Claire Poirier et de l'équipe de veille du matin (Laure Delacloche) et le regard aiguisé des correcteurs (Éric Bruckner, Jean-François Tubiana-Potiez). Nous vous souhaitons une bonne journée ! Faites-nous part de vos remarques ou informations à redaction.agro@contexte.com. Suivez-nous [sur notre fil Twitter](#).

[Voir tout l'historique des briefings](#)

Le transfert à des tiers n'est pas autorisé. Plutôt que de partager cet email, conseillez [un essai](#) !

Nous contacter - Gérer ses inscriptions briefings

© Contexte SAS. tous droits réservés.

•contexte

